

Cfdt:

PSTE

MAGAZINE

INFORM'EXPRESS

N°515
Octobre 2025

MENSUEL DE LA FÉDÉRATION CFTD PROTECTION SOCIALE TRAVAIL EMPLOI

RÉSISTANCE !



Pour minimiser vos restes à charge, faites le choix du réseau itelis

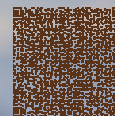
Pour garantir à nos assurés des prestations de santé au meilleur coût ainsi que des avantages exclusifs et un accompagnement personnalisé, nous leur mettons à disposition le réseau de soins itelis, offrant l'accès à des professionnels de santé spécialisés en optique et en audioprothèse.

Des tarifs maîtrisés, en optique :

- Jusqu'à 40% d'économie sur les verres,
- 15% de remise minimale sur les montures et le para-optique,
- 10% de remise minimale sur les lentilles.

Et en audioprothèse :

- Jusqu'à 15% d'économie sur les aides auditives,
- 15% de remise minimale sur les accessoires,
- 10% de remise minimale sur les produits d'entretiens.



Pour plus d'informations, rendez-vous sur votre espace client, dans la rubrique « trouver un professionnel de santé »

AG2R - Membres d'AG2R LA MONDIALE - 14-16, boulevard Malesherbes 75008 Paris - 801 947 052 RCS Paris - 0007415-250805-01



AG2R LA MONDIALE

Prendre la main sur demain

Épargne
Retraite
Santé
Prévoyance

ÉDITO

Une première victoire à confirmer

Cette victoire, aussi importante soit-elle, n'est qu'une étape.



HÉLÈNE IBANEZ

La suspension de la réforme des retraites de 2023, annoncée par le Premier ministre lors de sa déclaration de politique générale, **marque une véritable victoire pour les travailleuses et les travailleurs**. C'est le premier coup d'arrêt porté à une réforme injuste et contestée depuis plus de deux ans. Cette décision, saluée par la CFDT, traduit l'écoute du gouvernement face à la mobilisation de millions de salariés qui ont exprimé, avec détermination, leur refus d'un recul social.

Pour la **Fédération PSTE**, cette suspension **est un signe positif**. Elle ouvre une nouvelle étape, celle d'un dialogue social qui doit enfin être pris au sérieux. Ce résultat démontre que **la CFDT est entendue** et que la voix des travailleuses et travailleurs peut peser sur les décisions publiques lorsque nous portons, avec constance, nos revendications et nos propositions.

Mais cette victoire, aussi importante soit-elle, **n'est qu'une étape**. La fédération analysera en détail le **Projet de Loi de Finances (PLF) et le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) pour 2026**, afin d'en mesurer les conséquences sur nos champs professionnels :

► sur les **services rendus** en matière de **protection sociale et d'emploi**,

► mais aussi sur le **niveau des effectifs**, déjà mis à rude épreuve par les réorganisations successives.

Il s'agit désormais de s'assurer que cette suspension s'accompagne d'une véritable prise en compte des enjeux humains, sociaux et financiers qui pèsent sur nos secteurs. Nous serons vigilants, en particulier sur le niveau d'effort aujourd'hui attendu par les opérateurs de l'état, afin de ne pas mettre en danger le service rendu mais aussi les conditions de travail de celles et ceux qui, chaque jour, font vivre la solidarité.

La suspension de la réforme est une première réponse à une exigence de justice sociale et de démocratie. Nous devons **poursuivre dans cette voie** pour faire entendre nos autres revendications et obtenir des avancées concrètes pour toutes et tous.

• **Fédération CFDT PSTE Protection sociale Travail Emploi** : 51, avenue Simon Bolivar - 75019 Paris - Tél. : 01 56 41 51 50 •
• **Responsable de la rédaction** : Hélène IBANEZ • **Rédacteur en chef** : Emmanuelle Perin •
• **Maquette** : Fanny BONNAL • **Couverture** : Photo DR •

SOMMAIRE

ACTUALITÉ DES SECTEURS

SÉCURITÉ SOCIALE

Référendum DRSM : un « Oui » clair et massif, malgré un transfert précipité

Toujours Ensemble pour la justice sociale !

UN SYNDICALISME D'ADHÉRENTS

BUREAU FÉDÉRAL

Un bureau, des visages, des engagements.

BUREAU FÉDÉRAL

Mandature fédérale 2025-2029 : c'est parti !

Un syndicat PSTE Martinique fort de son congrès, de sa formation et de sa première mobilisation

GRAND ANGLE

Déclaration CNC
(Hélène Ibanez)

ACTUALITÉ DES SECTEURS



SÉCURITÉ SOCIALE

Référendum DRSM : un « Oui » clair et massif, malgré un transfert précipité

Les salariés des DRSM étaient appelés à se prononcer sur l'application de l'accord de transition relatif au transfert du Service du contrôle médical. Le verdict est sans appel : 80,52 % de participation et 87,54 % de « Oui ».

Ce vote illustre la confiance des salariés dans une solution pragmatique et constructive, mais aussi la pertinence de la position défendue par la CFDT. En militant pour le « Oui », nous avons fait le choix du réalisme et de la responsabilité. Grâce à ce résultat, des droits essentiels sont sécurisés : le télétravail, l'accord RTT des praticiens-conseils, et **une compensation pérenne de 5 points** de compétence ou de contribution pour compenser la perte des ASC (Activités sociales et culturelles) auparavant versées par les CSE des DRSM « Nous regrettons tout de même que l'accord d'accompagnement, qui était pourtant porteur de garanties supplémentaires, n'ait pu voir le jour en raison de l'opposition de la

CGT et de FO » précise Marcin Bérécochéa, secrétaire national. Ce succès du référendum ne doit pas occulter les conditions dans lesquelles la CNAM a conduit ce transfert. La CFDT avait demandé son report, a minima, **à janvier 2026**, afin de permettre une mise en œuvre sereine pour les salariés comme pour l'activité. La CNAM a pourtant maintenu son choix obscur d'imposer la bascule dès le 1^{er} octobre 2025.

« Les difficultés n'ont pas tardé à apparaître », explique Marcin Bérécochéa. « L'exemple le plus récent est celui des salariés protégés, dont le transfert suppose un formalisme et une procédure spécifiques. Rien n'avait été anticipé : la CNAM a dû recourir à des mises à disposition provisoires, dans l'attente de l'avis de l'inspection du travail. Une situation qui n'aurait pas existé si le calendrier défendu par la CFDT avait été retenu » Encore plus grave, la CNAM est allée jusqu'à empiéter sur les

prérogatives des élus CSE des CPAM en demandant aux secrétaires un simple « accord de principe » pour accélérer la procédure de mise à disposition ou encore en demandant aux élus des CSE à rendre un avis sans respecter les délais de consultation légaux ou conventionnels. La CFDT a immédiatement dénoncé ces pratiques auprès de la Caisse nationale et exigé qu'elles cessent sans délai. « C'est de l'amateurisme », regrette Marcin Bérécochéa. Et ce n'est pas un cas isolé de la part de la CNAM, déjà coutumière des dysfonctionnements dans la gestion de projets, comme avec le logiciel ARPEGE, ou encore les fermetures de services dans les centres de santé. Le secteur Sécurité sociale restera mobilisée dans les prochains mois, en lien avec les syndicats, pour accompagner les salariés et veiller au respect de leurs droits, dans l'unique objectif que ce transfert, malgré ses conditions précipitées, se fasse dans l'intérêt de toutes et tous. ■

Toujours Ensemble pour la justice sociale !

Le 2 octobre, partout en France, les militantes et militants des syndicats de la Fédération PSTE ont répondu présent-es à l'appel interprofessionnel. Dans les rues, sous les banderoles de la CFDT, ils et elles ont exprimé leurs revendications avec détermination : salaires décents, conditions de travail dignes, services publics de qualité et transition écologique juste. Des cortèges colorés, des visages souriants, des pancartes inventives : autant de signes d'une énergie collective et d'un engagement sans faille pour défendre les droits des travailleuses et travailleurs. Ces photos, venues de tous les territoires et de tous les secteurs de la PSTE, témoignent d'une même conviction : **le progrès social ne se négocie pas, il se construit ensemble**. À travers ces images, nous célébrons la force du collectif, la fierté d'appartenir à un syndicalisme de transformation sociale et la vitalité de notre fédération.





UN SYNDICALISME D'ADHÉRENTS

UN SYNDICALISME D'ADHÉRENTS

Un bureau, des visages, des engagements.

Derrière chaque décision, chaque orientation, il y a des visages, des histoires, des convictions. Le Bureau fédéral, c'est avant tout une équipe de femmes et d'hommes qui, chacun à leur manière, font vivre la PSTE avec énergie et engagement.

Avec cette série *de portraits chinois*, nous vous proposons de découvrir autrement celles et ceux qui animent la fédération. Des réponses parfois sérieuses, souvent inattendues, toujours sincères : un moyen original de saisir ce qui les relie, ce qui les motive, et ce qui les rend uniques.

Ce premier épisode ouvre une série de portraits. Vous découvrirez d'autres membres du Bureau Fédéral au fil des prochains numéros. Autant de visages pour incarner la richesse et la diversité de nos engagements collectifs.



ELODIE MORAND

Peux-tu te présenter brièvement ?

Conseillère en insertion pour la mission locale, délégué du personnel de mon entreprise et engagée pour la jeunesse dans le milieu du sport, j'ai à cœur de susciter l'engagement de chacun.

Si tu étais une valeur syndicale, tu serais...

La diplomatie et la négociation.

Si tu étais un moment de vie militante, tu serais...

Faire entendre nos voix à l'échelle locale et nationale.

Si tu étais une cause à défendre, tu serais...

Chaque vie mérite de trouver sa voie et d'accéder au bonheur.

Si tu étais un mot qui résume ton engagement, tu serais...

La Transparence.

Et pour finir, si tu devais choisir ton carburant de vie hors syndicat, ce serait...

L'espoir.



EMMANUELLE SOUSTRE

Peux-tu te présenter brièvement ?

58 ans. Vivant dans une famille recomposée. Chirurgien-dentiste conseil chargée de mission en Occitanie. Présidente Snpdos, DSC Cnam, élue au BN CFDT cadres.

Si tu étais une valeur syndicale, tu serais...

Le courage.

Si tu étais un moment de vie militante, tu serais...

L'écoute attentionnée d'un(e) salarié(e) en difficulté professionnelle.

Si tu étais une cause à défendre, tu serais...

Le droit à l'éducation pour toutes les petites filles et jeunes filles dans le monde.

Si tu étais un mot qui résume ton engagement, tu serais...

L'équité.

Et pour finir, si tu devais choisir ton carburant de vie hors syndicat, ce serait...

Le soutien familial.



FANNY LIGERON

Peux-tu te présenter brièvement ?

J'ai bientôt 42, je suis mariée et maman de 3 fils. J'ai beaucoup souffert dans ma vie pro et subit/constaté des injustices qui m'ont profondément marqué et meurtri il y a de nombreuses années. Ma vision du travail et de mon engagement en a été à jamais changé. Désormais je travaille au centre de ressources centre est (lié à la caf21).

Je suis profondément convaincue du bien fondé de nos actions et de notre utilité.

Si tu étais une valeur syndicale, tu serais...

Je serais l'émancipation. Je trouve que cette valeur est fondamentale car nous devons être un tremplin pour nos militants. Leur permettre d'accéder à d'autres choses.

Si tu étais un moment de vie militante, tu serais...

L'adhésion ! Le moment où on se met à y croire en pleine conscience.

Si tu étais une cause à défendre, tu serais...

Rien à voir avec le syndicalisme je serais la cause animale.

Si tu étais un mot qui résume ton engagement, tu serais...

Indignation.

Et pour finir, si tu devais choisir ton carburant de vie hors syndicat, ce serait...

Ma famille et ma chienne Maze qui m'a sorti de mon burn out il y a 3 ans.



KATIA FOLLIGNE

Peux-tu te présenter brièvement ?

Salariée CPAM35, élue et SG du syndicat PSB.

Si tu étais une valeur syndicale, tu serais...

Pfff toutes...mais il faut choisir, je dirais démocratie.

Si tu étais un moment de vie militante, tu serais...

Une visite de service.

Si tu étais une cause à défendre, tu serais...

La justice sociale.

Si tu étais un mot qui résume ton engagement, tu serais...

La ténacité.

Et pour finir, si tu devais choisir ton carburant de vie hors syndicat, ce serait...

Ma famille.



SANDRINE DELGRANGE

Peux-tu te présenter brièvement ?

J'ai 51 ans et chez Audiens depuis 1999. Dans le secteur social, je m'occupe principalement du bien vieillir, du deuil et des aidants familiaux. Syndiquée depuis 2008, j'ai toujours été élue au CSE et déléguée syndicale. Je suis également conseillère au Sorco. C'est avec plaisir que j'intègre cette année le Bureau fédéral.

Si tu étais une valeur syndicale, tu serais...

Beaucoup me parle mais je mettrais la Solidarité en premier.

Si tu étais un moment de vie militante, tu serais...

Surement la représentation pour la défense des salariés et la négociation d'accords.

Si tu étais une cause à défendre, tu serais...

L'Egalité femmes hommes.

Si tu étais un mot qui résume ton engagement, tu serais...

Solidaire.

Et pour finir, si tu devais choisir ton carburant de vie hors syndicat, ce serait...

Les voyages.



LEELA PINCEMIN

Peux-tu te présenter brièvement ?

Actuellement je suis Secrétaire Générale du syndicat PS Provence. Ancienne référente technique prestations à la Caf du Vaucluse, j'y exerce encore les mandats de DS et élue CSE.

Si tu étais une valeur syndicale, tu serais...

L'émancipation.

Si tu étais un moment de vie militante, tu serais...

Une Heure d'Information Syndicale avec les salariés.

Si tu étais une cause à défendre, tu serais...

La déconstruction des stéréotypes de genres qui nous emprisonnent collectivement dans des modèles limitants et avilissent nos relations humaines.

Si tu étais un mot qui résume ton engagement, tu serais...

La compassion, voir tant de souffrance au travail m'a poussée à m'engager.

Et pour finir, si tu devais choisir ton carburant de vie hors syndicat, ce serait...

MES CHATS ! Et mes proches bien entendu ;)



VANESSA TOUVENEAU

Peux-tu te présenter brièvement ?

Vanessa, juriste de profession à l'URSSAF Pays de la Loire sur le site de Nantes. Je suis Secrétaire Générale Adjointe du Syndicat Protection Sociale des Pays de la Loire. J'ai également un mandat de défenseur syndical.

Si tu étais une valeur syndicale, tu serais...

L'égalité.

Si tu étais un moment de vie militante, tu serais...

Une chasuble ! Cela représente toutes les mobilisations qu'on a faites ces derniers temps pour défendre nos droits, avec les collègues : ce sont des moments sympas, ça resserre les liens !

Si tu étais une cause à défendre, tu serais...

Défendre juridiquement les adhérents face aux employeurs, et notamment devant le Conseil des Prud'hommes.

Si tu étais un mot qui résume ton engagement, tu serais...

La justice.

Et pour finir, si tu devais choisir ton carburant de vie hors syndicat, ce serait...

Le sport car c'est un moyen de se défouler.



SANDRA PROVÔT

Peux-tu te présenter brièvement ?

(Jeune) femme pétillante et drôle qui n'a pas peur de dire ce qu'elle pense mais toujours dans le respect, l'objectivité et la construction.

Si tu étais une valeur syndicale, tu serais...

La Démocratie.

Si tu étais un moment de vie militante, tu serais...

Les rencontres avec les salariés.

Si tu étais une cause à défendre, tu serais...

LGBTQIA+.

Si tu étais un mot qui résume ton engagement, tu serais...

La conviction.

Et pour finir, si tu devais choisir ton carburant de vie hors syndicat, ce serait...

La musique bien sûr !

BUREAU FÉDÉRAL

Mandature fédérale 2025-2029 : c'est parti !



Deux jours chrono pour lancer la mandature : c'est le temps qu'a eu le nouveau Bureau fédéral, réuni dans les locaux de l'URI IDF les 30 septembre et 1^{er} octobre 2025.

Deux journées denses de travail, de débats et de décisions, qui marquent le lancement effectif de la nouvelle mandature après le congrès de Nancy en juin dernier.

Un fonctionnement clarifié et partagé.

Les membres du Bureau fédéral ont consacré du temps à préciser les règles de vie de l'instance : ordre du jour adopté collectivement, organisation des débats, rôles respectifs de la présidence de séance, du secrétariat et des rapporteurs. Cette mise à plat visait à garantir la transparence et la fluidité des échanges, mais aussi à permettre aux nouveaux élus de s'approprier rapidement le cadre de travail. Les modes de fonctionnement de l'instance pourront être réinterrogés au cours de la mandature.

Une équipe en mouvement.

La rentrée a aussi été marquée par des évolutions au sein du plateau fédéral. Départs, fins de mandats, mais aussi nouvelles entrées et changements

de statut sont venus recomposer l'équipe. Ces mouvements traduisent à la fois des départs naturels et l'intégration de nouvelles compétences, afin de renforcer la capacité collective à mener l'action syndicale.

Construire ensemble le plan de travail

Moment central de ces deux jours : les premiers ateliers collectifs autour de la résolution fédérale adoptée en congrès. Réunis en petits groupes, les membres ont pu prendre le temps de débattre et commencer à traduire les treize chapitres en priorités d'action, en projets concrets et en pistes de réflexion. Cette démarche participative devrait aboutir en novembre à une première ossature du plan fédéral 2025-2029.

Formation syndicale : continuité et innovations

Le pôle formation a présenté au Bureau fédéral une première version du calendrier 2026. L'offre reste structurée autour de cycles, de sessions thématiques et de formations à destination des militants de terrain. Malgré les contraintes financières et les évolutions imposées par la confédération, la

fédération affirme sa volonté de maintenir un haut niveau d'accompagnement, en expérimentant de nouveaux formats et en renforçant la proximité avec les syndicats. L'accent a été mis sur la volonté du pôle formation d'être au plus près des besoins et de faire de l'adaptabilité son maître mot.

Lutte contre l'extrême droite : une priorité affirmée

Face à la banalisation des idées xénophobes et autoritaires, la fédération inscrit ce combat comme fil rouge de la mandature. Débats, outils militants et actions concrètes doivent permettre de déconstruire les discours de haine et de renforcer l'attachement aux valeurs démocratiques et solidaires. Il s'agit d'un enjeu vital, à la fois pour le syndicalisme et pour la société. Cette priorité sera portée en transverse dans le prochain plan de travail.

En deux jours seulement, le Bureau fédéral a donné le ton : une mandature tournée vers l'action, la clarté et l'engagement collectif. L'élan est pris, et les quatre années à venir s'annoncent exigeantes mais porteuses d'avenir. ■

Un syndicat PSTE Martinique fort de son congrès, de sa formation et de sa première mobilisation

Le 17 septembre 2025 a marqué une étape décisive pour la CFDT en Martinique. Réunis en congrès à Fort-de-France, les militants des champs de la PSTE ont donné naissance au syndicat PSTE Martinique (PSTEM – CFDT).

Ce congrès fondateur, placé sous la présidence de Paul-Émile Beausoleil, secrétaire général sortant, consacre des mois de préparation et ouvre une nouvelle page de l'histoire syndicale dans l'île.

Une relance attendue et nécessaire.

Depuis plus de dix ans, la CFDT avait déjà tenté de structurer un syndicat PSTE en Martinique. Mais faute de moyens suffisants et en raison de responsabilités lourdes assumées par les militants – comme la présidence de la CGSS par le secrétaire général sortant – les sections vivaient en autonomie, sans coordination pérenne. Cette fragilité avait entraîné une baisse des adhérents et un affaiblissement de la visibilité de la CFDT dans les organismes et entreprises PSTE.

Aujourd'hui, la situation change. Soutenu par la fédération PSTE, le congrès a rassemblé les forces vives locales pour poser de nouvelles bases solides. 43 adhérents sont désormais regroupés dans un cadre commun, couvrant des sections telles que France Travail, la CGSS, les missions locales, la CAF ou encore les caisses complémentaires.

Un congrès riche en débats et en décisions

Dès l'ouverture, Paul-Émile Beausoleil a rappelé l'importance de ce moment. Les interventions de Jean-Michel Mourouvin et Emmanuelle Perin, représentants de la fédération, ont souligné la nécessité de faire entendre la voix des Antilles dans les négociations nationales.

Les enjeux débattus ont été nombreux :

- La continuité territoriale et la représentativité nationale,
- La nécessité d'améliorer les conditions de travail dans des secteurs fragilisés,



► La formation et l'accompagnement des militants pour donner du souffle à l'action syndicale. Les participants ont adopté à l'unanimité les statuts et le règlement intérieur, validé l'ouverture d'un compte bancaire propre et élu les nouvelles instances du syndicat.

Une nouvelle équipe à la barre

Le congrès a installé un bureau syndical représentatif :

- Mike Monlouis-Bonheur, secrétaire général,
- Solène Dicanot, secrétaire générale adjointe,
- Anaëlle Coco, trésorière.

Le conseil syndical, organe décisionnel, est désormais composé de 9 membres. 4 candidats se sont présentés ce jour de congrès. Les autres postes seront pourvus au fil du développement des sections et du syndicat et restent donc vacants pour le moment.

« Le temps n'est plus à l'attente mais à l'action »

Dans son discours de prise de fonction, Mike Monlouis-Bonheur a donné le ton :

« Le temps n'est plus à l'attente mais à l'action. Notre mission est de rassembler toutes les énergies autour de la CFDT, de donner une voix forte et crédible aux salariés, et de ne jamais céder sur la di-

gnité, le respect et la justice sociale. » Il a insisté sur son rôle de « catalyseur » plutôt que de chef en tant que nouveau secrétaire général, et sur l'importance d'accompagner les salariés, souvent confrontés à des conditions de travail dégradées. « Nos secteurs, au service direct des usagers, devraient être exemplaires. Or, ce n'est pas le cas aujourd'hui. Nous devons inverser cette tendance », a-t-il ajouté.

Des enjeux stratégiques pour le territoire

Les débats ont mis en lumière plusieurs priorités pour le nouveau syndicat :

- Développer la syndicalisation : transformer les sympathisants en adhérents actifs afin de renforcer le poids du syndicat.
- Structurer les sections locales : sortir de l'isolement et créer une cohérence revendicative sur tout le territoire.
- Former les militants : grâce notamment au dispositif fédéral ARC (Accompagnement, Ressources, Conseil).
- Valoriser les parcours syndicaux : permettre aux militants de voir leurs compétences reconnues professionnellement.
- Construire un « arc antillais » : développer d'abord en Martinique, puis accompagner la Guadeloupe et



la Guyane, pour constituer une force interrégionale CFDT PSTE.

Un contexte budgétaire contraint

La relance du syndicat intervient dans un climat social et budgétaire tendu comme l'a rappelé Emmanuelle Perin, secrétaire générale adjointe de la fédération.

Ces restrictions ont un impact direct en Martinique, où les besoins sociaux sont supérieurs à la moyenne nationale. Jean-Michel Mourouvin, trésorier de la fédération PSTE, a alerté sur les conséquences pour les missions locales, dont le financement dépend en grande partie de la Collectivité territoriale et de l'Etat : « Si ces budgets baissent, c'est tout l'accompagnement des jeunes décrocheurs qui est menacé. On condamnerait ainsi une génération à rester en marge, avec des répercussions sociales graves. »

Une stratégie de terrain et d'influence

Face à ce contexte, la fédération et le nouveau bureau martiniquais veulent miser sur la proximité. Aller à la rencontre des salariés, redynamiser les antennes CFDT dans les organismes et entreprises et montrer que la CFDT est un partenaire crédible. Pour Mike Monlouis-Bonheur, il s'agit de « reconstruire une force syndicale visible et efficace sur tout le territoire martiniquais ».

La fédération insiste de son côté : « Plus nous aurons d'adhérents, plus nous pourrons peser face aux décideurs politiques et défendre les budgets indispensables au fonctionnement des services sociaux. »

Une force collective retrouvée

La clôture du congrès, marquée par un moment convivial, a symbolisé cette volonté de redémarrer ensemble. La création du syndicat PSTE Martinique offre désormais aux salariés un cadre commun, solidaire et ambitieux.

L'objectif est clair : redonner à la CFDT toute sa place dans le champ Protection sociale, Travail et Emploi en Martinique, et contribuer à bâtir un syndicalisme de proximité, d'efficacité et de justice sociale. ■

La formation des militants : renforcer l'accompagnement



A peine une semaine après le congrès, 3 militants du nouveau PSTE Martinique ont pris part à une formation animée par Emmanuelle Perin, secrétaire générale adjointe de la fédération PSTE et Manuela Graciet secrétaire nationale du syndicat des Douanes. Cette session, inscrite dans le dispositif ARC (Accompagnement, Ressources, Conseil), a permis de poser des bases solides pour l'action syndicale de terrain. Accueillis à Fort-de-France, les stagiaires interprofessionnels – issus non seulement de la Martinique mais aussi de la Guadeloupe, de la Guyane et de Saint-Martin – ont partagé leurs expériences et travaillé sur les outils de l'accompagnement CFDT. La formation a alterné apports théoriques et mises en situation. Les participants ont pu réfléchir aux « marqueurs » de l'accompagnement CFDT, à ce que celui-ci doit être – proximité, soutien, co-construction – et à ce qu'il ne doit pas être – une logique de contrôle ou d'expertise descendante.

Des exercices pratiques, notamment autour de la plateforme ressources ARC, ont permis de découvrir des ressources utiles : fiches thématiques, bases documentaires, tracts, outils de communication et de veille juridique. Cette session a aussi rappelé l'ambition confédérale : aucun militant, aucune section ne doit rester seul face à ses difficultés. En construisant une culture commune de l'accompagnement, la fédération et le nouveau syndicat martiniquais veulent s'assurer que chaque équipe dispose d'outils pour analyser sa situation, construire des revendications et agir collectivement.

Un engagement dans la rue



Entre le congrès et la formation, les militants PSTE ont aussi démontré leur détermination en rejoignant la manifestation interprofessionnelle organisée à Fort-de-France le 18 septembre 2025.

Cette journée de mobilisation, portée par plusieurs organisations syndicales, visait à dénoncer la dégradation continue des conditions de travail dans les services publics

et parapublics, le manque de moyens alloués aux organismes sociaux et les inégalités persistantes entre l'Hexagone et les territoires ultramarins. Pour les militants du nouveau syndicat PSTE Martinique, cette participation avait une double signification : affirmer leur place dans le paysage syndical martiniquais et montrer que leur action ne se limite pas aux instances. Être présents dans la rue, aux côtés des autres militants et salariés, était une manière de traduire immédiatement la volonté exprimée au congrès : construire un syndicalisme de proximité, crédible et offensif.

Les slogans portaient sur la défense de l'emploi, la lutte contre la vie chère et l'exigence d'une meilleure continuité territoriale. Cette première action collective a marqué les esprits et donné un souffle militant au tout nouveau syndicat PSTE Martinique.

GRAND ANGLE

GRAND
ANGLE

Déclaration CNC

**C'est Hélène Ibanez
secrétaire générale de
la Fédération PSTE qui
est montée en tribune
devant les délégations
de l'ensemble des URI et
des fédérations au Conseil
National Confédéral le 14
octobre dernier.**

**Retrouvez ci-dessous
l'intégralité de son
intervention.**



Bonjour à toutes et à tous,

Amertume, désarroi, dépit, inquiétude... mais surtout une immense colère, voilà ce qui domine le plus chez les militantes et militants avec qui j'ai échangé au cours des derniers jours. Et chez moi aussi d'ailleurs

Depuis quelques semaines, un seul homme, le président de la République, a jeté le pays dans un abîme sans fond, dans un jour sans fin où les provocations succèdent aux humiliations, où la démocratie s'abîme inexorablement et où les institutions sont sciemment poussées un peu plus jusqu'à leur point de rupture.

Je ne sais pas comment nous sortirons de cette crise politique, ni quand, et probablement que personne ne le sait. Mais il y a une certitude, la confiance, déjà bien fragile, de la population envers les politiques, les institutions et même la démocratie n'en sera que plus abîmée, si ce n'est définitivement bousillée.

Pourtant, il serait assez injuste de dire que cette séquence est le fruit de la faillite de l'ensemble de la classe politique ou d'y répondre par un « tous pourris » qui n'apporte pas grand-chose. Des compromis ont été tentés, et probablement que bons nombres étaient prêts à faire des concessions...

Et pourtant....

Et pourtant.... C'est bien la verticalité de l'exercice du pouvoir par un seul homme qui nous jettent dans une situation inextricable et instable,

Et probablement une crise de régime, alors que plus

de la moitié des français souhaitent maintenant une 6^{ème} république.

La note confédérale « se projeter », tout comme l'USE, nous invitait à réfléchir à notre rapport au politique. Et c'est peut-être aussi de ce sujet dont nous devons nous emparer.

Si l'on estime que la démocratie politique s'articule mal avec la démocratie sociale, qu'elle ne répond plus correctement aux attentes concrètes des travailleuses et des travailleurs ; si l'on considère qu'elle ne laisse pas assez de place à la culture du dialogue et du compromis ; si on pense que cette verticalité, sur la scène politique comme en entreprise, abîme la démocratie et la cohésion sociale...

Alors à nous de construire des propositions, d'inventer des solutions nouvelles et de les porter avec celles et ceux qui partageront notre vision de la place que doit avoir la démocratie sociale.

Démocratie sociale.

Dans un moment où notre démocratie politique vacille, fragilisée dans son fonctionnement même, la démocratie sociale dans l'entreprise résiste encore, bien que sérieusement malmenée depuis 2017 par les attaques répétées du macronisme. Rien n'est parfait, évidemment. Nos frustrations sont réelles, notamment sur la place des représentants des salariés dans la gouvernance des structures, ou sur les questions de partage du pouvoir. Mais il reste une réalité fondamentale : le syndicalisme d'entreprise est un sanctuaire.

Les salariés y sont profondément attachés. Pourquoi ? Parce qu'ils savent que leur vote a un poids réel, qu'il peut impulser des avancées sociales concrètes, à la fois individuelles et collectives. Ce syndicalisme est aussi un espace de dialogue, dans une société de plus en plus fracturée, où la conflictualité monte vite, notamment sur les réseaux sociaux et où l'invective a remplacé le débat.

Mais ce sanctuaire est en péril. Il est systématiquement ciblé. D'abord, par des employeurs de plus en plus hostiles à l'idée même de contre-pouvoirs. Ils tentent de fragiliser nos équipes syndicales par la désinformation, ou encore en court-circuitant les CSE sur des consultations majeures.

Et puis ce sanctuaire est aussi notre péril. Le risque c'est de nous y enfermer. Les ordonnances macron n'ont pas seulement fragilisées le dialogue social, elles l'ont resserré sur les entreprises. Notre première place en témoigne, les militants CFDT sont de bons militants d'entreprise : des militants qui parlent de la réalité du travail, qui négocient et obtiennent des avancées concrètes même si le contexte se durcit. Et, alors que le dialogue social interprofessionnel devient de plus en plus âpre, que le paritarisme s'effrite et que les organisations syndicales sont de moins en moins écoutées dans la construction des politiques publiques, il devient difficile pour beaucoup de percevoir des horizons d'action syndicale en dehors des murs de l'entreprise.

C'est d'ailleurs, en partie, ce qui sous-tend le fameux « Mais on est apolitique » que nous renvoient certains dès lors que l'on veut aborder les questions de démocratie.

La suite vient assez naturellement : « *Il faut s'occuper des salaires, du pouvoir d'achat, de l'emploi qui est menacé.... Parler de l'entreprise et uniquement de l'entreprise* ».

Parler de l'entreprise et uniquement de l'entreprise .

Si nous ne pouvons que partager le besoin d'être ancré dans la réalité des travailleuses et des travailleurs parce que c'est là notre légitimité, cette dernière injonction qui voudrait limiter notre action aux seuls lieux de travail est mortifère.

Un tel enfermement apporte une dépolitisation progressive de l'organisation et de ses militants, dépolitisation même demandée par certains.

Or, se placer au-delà du cadre de l'entreprise pour aborder les questions de mobilité, de transition juste, des inégalités, des discriminations systémiques, de l'impact des politiques publiques sur toutes les dimensions de la vie des travailleuses et des travailleurs. C'est une absolue nécessité pour nous.

Et ça l'est encore plus dans une fédération comme la PSTE, qui part nature, dans ses champs professionnels, mets en œuvre des politiques publiques et des orientations sur la protection sociale et l'emploi. Dans un contexte d'extrême-droitisations des idées qui entourent la protection sociale, je reprends les mots de Jocelyne Cabanal, parce que nous partageons profondément ce constat... et bien cette dépolitisation elle nous inquiète au plus haut point, parce qu'elle limite notre capacité à résister collectivement.

Double défi.

Alors comment relever ce double défi : à la fois de préserver le sanctuaire, d'accompagner les militants sur les problématiques du travail et de montrer notre utilité au quotidien, tout en ne s'y laissant pas enfermer, tout en continuant, à tous les niveaux, et jusque dans les sections syndicales à assurer un portage de nos positions interprofessionnelle.

Une partie de la réponse réside peut-être dans une proximité réinventée ; qui fait le lien entre ce qui se passe dans l'entreprise et en dehors, une proximité



té qui accompagne le dialogue social d'entreprise mais qui accompagne aussi les militants et les responsables vers des thématiques plus transverses, plus interprofessionnelles.

Et c'est certainement là-dessus que nous devons orienter le fédéralisme opérationnel, et pas seulement sur les questions internes, un fédéralisme opérationnel et politique en somme pour continuer à faire grandir toute l'organisation.

Ce ré-ancrage de nos positions politiques nationales, est indispensable, en particulier pour lutter l'extrême droite et de ce point de vue il y a urgence !

Il y a urgence !

Au début de mon intervention j'ai parlé de l'amertume, de l'incompréhension et de la colère qui do-

minent...mais il est un sentiment dont je n'ai pas parlé, c'est la peur.

Cette peur qui s'installe et s'ancre profondément, de celles qui prennent aux tripes, donnent la nausée et vous tirent quelques larmes. Cette peur de trop bien savoir qui risque de gagner, cette peur d'avoir déjà perdu, cette peur qu'il soit déjà presque trop tard. L'extrême-droite n'est pas seulement aux portes du pouvoir, elle instille ses idées partout et ce qui était impensable hier devient la norme dans certains discours publics. Ses discours racistes, la désignation de bouc émissaires, ses positions insupportables sur l'immigration sont reprises, y compris par la droite dite républicaine ; et présentée comme des idées de bon sens ou de bonne gestion. Et cette ré-

alité dépasse la sphère politique, ce type de propos, on les entend partout, dans les entreprises, dans les conseils d'administration, dans les institutions, dans les médias, dans l'éducation, au point que même les militants les plus convaincus par la nécessité de lutter contre l'extrême droite ne savent plus par quel bout prendre le problème.

Nous avons eu un débat en Bureau Fédéral début octobre sur ce thème, et si les constats et l'urgence à agir sont très largement et même unanimement partagés, les actions concrètes sont difficiles à construire.

Agir.

Pourtant, nous ne pouvons pas laisser cette peur nous paralyser. Et à ce stade mes camarades, je

crois qu'il faut que l'on dise une chose : il n'y a pas de solution miracle pour battre l'extrême-droite, pas de recette magique, et il nous faut passer en mode résistance. Résistance contre cette vision raciste de la société qui s'insinue partout, résistance pour préserver les digues qui existent encore et faire reculer cette idéologie fasciste.

Et dans un mode résistance, toutes les actions, grandes ou petites, toutes absolument sont utiles même si aucune n'est suffisante. Tous les petits cailloux construisent des digues plus solides, tous les refus de céder individuellement et collectivement contribuent à nous protéger, toutes les fois où l'on dénonce, toutes les fois où l'on en parle nous aident à reprendre le dessus.

Alors, même si l'on n'est pas sûr que tout soit efficace, même si on tâtonne, même si on ne sait pas par quel bout prendre le problème, continuons, testons, allons partout où on le peut, lutter contre l'extrême droite et son projet raciste, déconstruisons partout ses idées, abordons partout la question, à chaque fois que l'on a un espace...

Parce que ; qu'on se le dise, si - et c'est une possibilité - nos actions à elles seules ne permettent pas d'empêcher l'extrême-droite de prendre le pouvoir ; tout ce qu'on fait aujourd'hui jette les bases d'une résistance qui demain pourrait être bien plus difficile,

Et surtout tous les renoncements d'aujourd'hui seront les silences complices de demain. ■



Mieux accompagner pour mieux soigner avec les soins de support



MH-27179_2503-©Adobestock

Prise en charge de la douleur, soutien psychologique, activité physique adaptée, accompagnement diététique, préservation de la fertilité, gestion des effets secondaires des traitements...

Les soins de support jouent un rôle fondamental dans le parcours de soins des patients atteints de cancer.

Ils permettent d'améliorer leur qualité de vie, de réduire les effets secondaires des traitements et d'augmenter les chances de guérison.

Pourtant, ces soins restent encore insuffisamment accessibles : manque d'information, déserts médicaux, reste à charge élevé...

Afin de pallier ces difficultés, Malakoff Humanis s'engage activement pour structurer et démocratiser leur accès.

Malakoff Humanis place depuis 2018 la lutte contre le cancer au cœur de son engagement sociétal.

Malakoff Humanis va plus loin

En tant que groupe de protection sociale paritaire et mutualiste à but non lucratif, le Groupe propose un accompagnement personnalisé aux salariés de ses entreprises clientes pour :

- **faciliter l'accès aux soins de support** : des experts en accompagnement social orientent les salariés vers des partenaires spécialisés et proposent une aide financière pour certains soins non pris en charge par la Sécurité sociale ;
- **répondre aux autres besoins liés à la maladie** : des services d'aide à domicile, un soutien administratif et professionnel, un accompagnement pour mieux concilier travail et maladie...

Ensemble, poursuivons la mobilisation pour faire des soins de support une réalité pour tous les patients et salariés touchés par le cancer.

Malakoff Humanis, c'est :

Le **1^{er} mécène** des soins de support en cancérologie en France en 2025 ;

6 millions d'euros par an consacrés à la lutte contre le cancer ;

20 projets dédiés aux soins de support soutenus depuis 2018 ;

le **1^{er} appel à projet dédié** à ces soins en 2024, en partenariat avec l'AFSOS (Association Francophone des Soins Oncologiques de Support).

Pour en savoir plus

